

L'économie canadienne

qui critiquent l'échec du programme gouvernemental qui devait combattre le chômage massif et persistant, surtout chez les jeunes de 18 à 30 ans. J'aimerais donc proposer quelques moyens que le gouvernement pourrait prendre pour améliorer ses réalisations dans ma circonscription, ma province et surtout dans la région de l'Atlantique.

Il est clair que nous devons viser à redonner et à maintenir à l'économie canadienne ses possibilités réelles de croissance économique tout en assurant le plein emploi et des prix stables. C'est un objectif fort valable. C'est un excellent objectif et même si nous ne l'atteignons pas en prenant des mesures en ce sens, nous pouvons améliorer énormément notre rendement économique.

Notre situation économique a périclité régulièrement au cours des dix dernières années. Cet hiver, il est possible que plus d'un million de Canadiens soient sans travail et l'inflation ne cesse de nous affaiblir sur le plan économique.

Aux dernières nouvelles, et c'est particulièrement décourageant, la productivité nationale est en baisse et notre situation sur les marchés internationaux est très peu reluisante. Le déficit de 10 milliards de dollars que nous accusons au chapitre du commerce des produits manufacturés est en partie dû à notre incapacité de nous tenir à la pointe du progrès technique.

La baisse de notre performance commerciale est peut-être le revirement le plus important qui soit jamais survenu dans notre économie. Nous consommons plus que nous ne produisons et nous comblons le vide avec des emprunts contractés envers l'étranger. Je crois que nous devons faire un effort colossal, au moyen de mesures fiscales d'encouragement, pour aider les entreprises canadiennes à prendre les devants sur le plan technique dans des domaines où elles jouissent d'avantages naturels. Il ne fait aucun doute qu'avec les ressources humaines et financières dont nous disposons, il sera nécessaire de procéder à une sélection des domaines à favoriser dans le cadre de ce programme. Nous devons concentrer nos efforts sur les secteurs dans lesquels nous bénéficions d'un avantage naturel, et notamment sur l'agriculture, les ressources en eau, les ressources des trois océans qui nous entourent ainsi que les industries qui reposent sur nos richesses minières, chimiques et forestières, comme la construction de matériel agricole et minier.

Une politique fiscale intelligente serait précieuse pour inciter nos petites et nos grandes entreprises à améliorer leurs techniques appliquées à l'industrie, pour augmenter notre produit national brut et pour permettre aux produits canadiens de reconquérir les marchés mondiaux grâce à une certaine planification. Il est essentiel que le Canada reprenne l'avantage technique qu'il avait dans la production de biens d'exportation si nous voulons maintenir notre niveau de vie actuel et créer des emplois intéressants pour les Canadiens sans provoquer de graves bouleversements sociaux.

Les programmes fédéraux comme «Canada au travail», «Jeunesse-Canada au travail» et le Programme d'initiatives locales ont joué un rôle important dans la lutte contre le chômage. Je tiens à reconnaître leur utilité car ils ont permis de créer des emplois et de réaliser certaines choses.

Jusqu'à présent, les programmes fédéraux ont empêché la situation de se détériorer davantage au Nouveau-Brunswick, mais ils ne nous ont pas beaucoup aidé à déceler les causes véritables du chômage ni à résoudre ce problème. Le réseau

[M. Howie.]

routier est une des causes du chômage chronique qui afflige le Nouveau-Brunswick. Le fait que l'on ne parvienne pas à concentrer l'attention de tous les ministères sur un même problème en est une autre. Ainsi, notre compagnie aérienne d'État a annoncé le printemps dernier une diminution du volume des transports de passagers et de marchandises sans avoir consulté au préalable le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard). En fait, l'idée d'utiliser les transports aériens comme moyen de développement dans les provinces atlantiques n'a jamais été discutée entre notre ligne aérienne nationale et le ministre de l'Expansion économique régionale. J'ai insisté sur cette question lorsque le président d'Air Canada s'est présenté devant le comité permanent des transports et des communications en juin et j'ai invité le ministre à lire le compte rendu. Mais le transport par autobus est également réduit au Nouveau-Brunswick.

● (2032)

Ce qui caractérise le matériel ferroviaire servant au transport des voyageurs est sa vétusté. Dans les régions rurales avoisinant les villes, on a grandement besoin de transports en commun pour permettre aux gens de se rendre au travail et de rentrer à la maison et d'aller faire des achats de biens et services. J'aimerais voir une étude de rentabilité d'un service d'autobus reliant les villes et les localités rurales afin de déterminer la viabilité d'un tel service et d'examiner la possibilité de l'étendre à d'autres routes au Nouveau-Brunswick.

Si je devais mentionner un secteur pour indiquer au gouvernement du Canada comment investir des capitaux afin de créer des occasions d'emploi au Nouveau-Brunswick et dans les autres provinces maritimes, je mentionnerais les transports. Je recommanderais au gouvernement de considérer les transports comme un moyen de développement dans toutes les provinces atlantiques. En accord avec ce principe, ils devraient considérer le transport par avion, par chemin de fer, par autobus, par bateau, et les routes toutes saisons comme autant d'éléments d'un système de transport moderne que le gouvernement devrait édifier dans les provinces de l'Atlantique, pour stimuler le développement économique de la région. Toutes les parties du Nouveau-Brunswick réclament d'importantes améliorations dans la qualité, l'étendue et le rendement des transports publics.

Les programmes d'initiatives locales, Canada au travail et Jeunesse-Canada au travail, permettent de créer des emplois à court terme. Ils ne peuvent ni ne doivent aller au fond des problèmes économiques. Cependant, je crois que le ministère de l'Emploi pourrait jouer un rôle plus important en déterminant—et j'ai essayé de le faire dans mes propos—les causes fondamentales du chômage et en recommandant à tous les services gouvernementaux compétents la stratégie économique qui s'impose. A mon avis, le moyen idéal de mener une attaque d'envergure contre les inégalités dont souffrent les provinces atlantiques, ce serait une conférence fédérale-provinciale qui réunirait le premier ministre du Canada (M. Trudeau) et les premiers ministres de toutes les provinces. Si nous voulons appliquer cette stratégie et amener tous les services gouvernementaux à collaborer, l'ultime solution réclame l'intervention et l'engagement personnel du premier ministre du Canada.

Je crois également que nous pouvons accomplir de véritables progrès en déterminant les services de chaque ministère qui peuvent et devraient rendre service à d'autres ministères, et éviter ainsi de doubles emplois coûteux, l'embauchage non